

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015

sidi.fr

SIDI 
SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L' INVESTISSEMENT



MERCI CHRISTIAN !

L'année 2015 a été marquante à plus d'un titre pour la SIDI. L'afflux des réfugiés venus du Moyen-Orient et d'Afrique, pour des raisons de sécurité politique pour les uns, et économique pour les autres a confirmé combien l'approche de l'investissement solidaire établie par la SIDI depuis sa création est pertinente. En effet, elle permet de proposer une perspective et un espoir de vie aux populations vulnérables, par la création de leurs propres activités économiques, chez elles, grâce à l'action des partenaires locaux. C'est cette réalité que documente en détail ce rapport annuel 2015 de la SIDI, qui marque la troisième année de son plan stratégique 2013-2016, axé sur le financement rural, l'appui aux petits producteurs organisés ou encore la finance communautaire avec les mutuelles de solidarité, qui offrent des services dans les zones non bancarisées « où personne ne va ».



Cette présence de la SIDI auprès de ses partenaires dans les zones fragiles ne l'a pas empêchée aussi de consolider ses partenariats à travers l'Afrique (en étroite concertation avec le fonds FEFISOL) avec le Bassin Méditerranéen ou encore l'Amérique Latine. Son approche stratégique, qui associe investissement solidaire et accompagnement à la consolidation des organisations partenaires, lui confère un positionnement unique. Cela est possible d'abord par votre confiance et votre engagement ainsi que votre contribution à son actionnariat solidaire, au FCP « Faim & Développement » ou par le temps que vous lui consacrez. Soyez-en à nouveau remerciés.

Le modèle économique stable et solide de la SIDI, qui s'inscrit principalement dans sa relation avec la société civile française mais aussi européenne, a été développé méthodiquement avec les gouvernances successives et les équipes SIDI au fil des 20 ans que Christian Schmitz a conduit la SIDI. Les organisations partenaires font confiance à la chaîne de solidarité financière vivante que représente la SIDI. Merci Christian de ce bel héritage, qu'il nous revient à tous de faire fructifier pour répondre encore mieux à l'éventail des défis que l'investissement solidaire permet de relever dans un monde aujourd'hui globalisé, en quête de repères et de nouveaux liens.

Dominique LESAFFRE
Directeur Général de la SIDI

Sommaire

L'essentiel	4
La SIDI en bref	4
Les temps forts de l'année	5
Carte des partenariats	6
Bilan social	8
Notre action	12
Le renforcement des services financiers en milieu rural	12
Le soutien aux chaînes de valeur agricoles	15
La promotion de la finance communautaire	18
Fefisol	20
Gouvernance, représentation et équipe	22
Modèle économique	24
Ressources	24
Emplois	25
Etats financiers	26

Glossaire

CCFD-Terre Solidaire : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire

FCP : Fonds Commun de Placement

IMF : Institution de microfinance

MUSO : Mutuelle de solidarité

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation de Producteurs

PME : Petites et Moyennes Entreprises

RDC : République Démocratique du Congo

RH : Ressources Humaines

Structure en consolidation : Structure qui ne génère pas de résultat positif de manière structurelle

Tier 1 (IMF) : IMF de taille importante, mature, financièrement autosuffisante et présentant un degré important de transparence

Tier 2 (IMF) : IMF de taille petite ou moyenne, un peu moins mature, qui est (ou presque) rentable

Tier 3 (IMF) : IMF en création ou petite association qui n'a pas atteint la maturité ni l'autonomie financière

Tier 4 (IMF) : IMF en création ou petite association qui n'a pas atteint la maturité ni l'autonomie financière, et de portefeuille inférieur à un million de dollars

LA SIDI : UN INVESTISSEUR PATIENT ET SOLIDAIRE

La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est un investisseur social créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire pour contribuer à la consolidation d'activités économiques initiées par des populations défavorisées dans les pays du Sud et de l'Est.

La SIDI fait de la finance un outil au service des populations vulnérables en soutenant des acteurs de développement économique local :

- Institutions de microfinance (IMF)
- Organisations de producteurs (OP) et entreprises agricoles rurales
- Institutions de refinancement
- Structures d'appui à la finance communautaire.

Afin d'améliorer son impact, la SIDI s'engage sur le long terme aux côtés de ses partenaires, en leur apportant financement et accompagnement technique.

Ses actionnaires, des particuliers et des institutionnels, lui donnent les moyens de son action et attendent en échange une plus-value exclusivement humaine, sociale et environnementale.

Pionnière de la finance solidaire française, la SIDI est aujourd'hui reconnue pour son action et est agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale par l'Etat.

Les parts du capital de la SIDI sont de plus labellisées depuis 1997 par le comité d'experts indépendants de Finansol.



103 partenaires
dont 4 fonds continentaux



18,6 millions d'€
d'investissement
(moyenne annuelle)

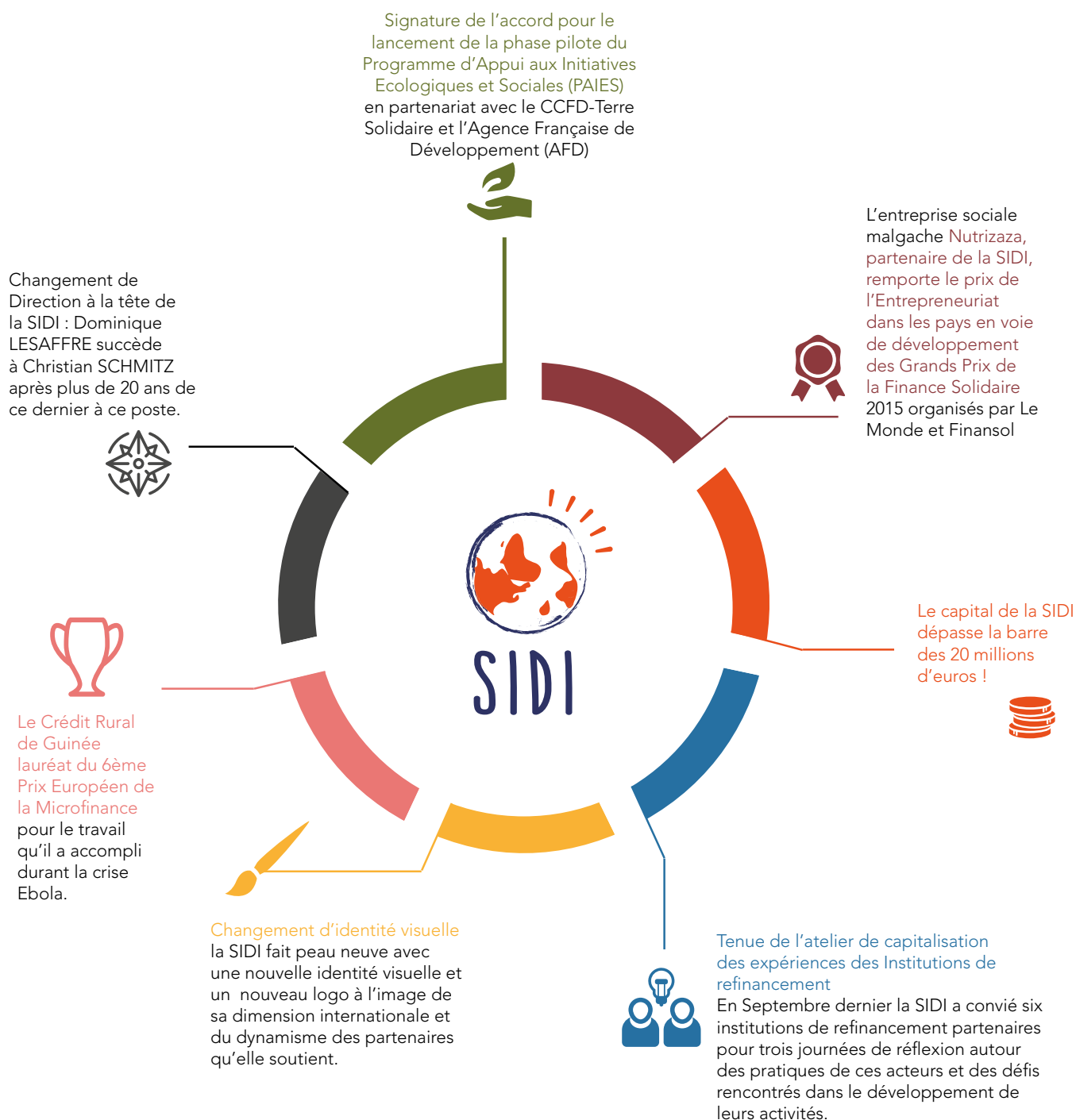


2560 jours
dédiés à nos partenaires



4 109 000
bénéficiaires
finaux

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2015



CARTE DES PARTENARIATS

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Continent	Partenaire	Type	Portefeuille au 31/12/2015	Volume d'accompagnement
	FOPEPRO	Fonds continental	911 156	★
	FOROLACFR	Réseau	-	★
Bolivie	ANED	IMF Tier 2	62 335	★
	PRORURAL	Instit. de refin.	*	★
Chili	FINANCOOP	IMF Tier 1	14 038	★
	INDES	IMF Tier 1	*	★★★★
Colombie	AGROSOLIDARIA	Instit. de refin.	191 203	★★★★
	CENCOIC	OP	*	★★★
	CONSOLIDAR	IMF Tier 4	100 220	★★
Equateur	BANCO SOLIDARIO	IMF Tier 1	165 355	★
	CAAP	Instit. de refin.	297 747	★★
	COPROBICH	OP	161 435	★★
	FONMSOEM	OP	*	★★★★
	JAMBI KIWA	OP	8 929	★★
Guatemala	RED FASCO	Instit. de refin.	336 645	★★★
Haïti	COOPCAB	OP	*	★
	FECCANO	OP	67 929	★★★
	FONHSUD	Fin. Com.	-	★
	FRICS	Instit. de refin.	9 422	★
	INDEPCO	OP	83 438	★
	KOFIP	Fin. Com.	-	★★
Nicaragua	FENACOOOP	Instit. de refin.	*	★★
	FONDO DE DESARROLLO LOCAL	IMF Tier 1	917 263	★★★★
Panama	SICSA	Instit. de refin.	307 773	★★
Pérou	CAC LA FLORIDA	OP	-	★
	CAFE PERU	OP	564 839	★★★★
	CREFLORIDA	IMF Tier 2	142 844	★
	FORTALECER	Instit. de refin.	328 603	★★
	IDESI	IMF Tier 1	347 295	★★
Uruguay	SAINDESUR	IMF Tier 2	108 679	★

AFRIQUE

Continent	Partenaire	Type	Portefeuille au 31/12/2015	Volume d'accompagnement
	FEFISOL	Fonds continental	2 608 389	★★★★
	MAIN	Réseau	43 296	★★★★
Afrique du Sud	TEMBEKA	Instit. de refin.	380 940	★★★★
Burkina	ASIENA	Fin. Com.	381 123	★★★★
	MOGTEDO	OP	22 867	★
	SINCO	OP	-	★★★
	SINERGI BURKINA	Instit. de refin.	76 225	★★
Burundi	UBTEC	Fin. Com.	3 779	★★★★
	CAPAD	Fin. Com.	-	★
	COPEDE	Fin. Com.	-	★
	ISHAKA	Fin. Com.	43 842	★★★
Guinée	RIM BURUNDI	Réseau	-	★
	CRG	IMF Tier 2	171 576	★★★
Madagascar	WOCO	OP	-	★★
	FANOHANA	OP	94 470	★★★
Mali	NUTRIZAZA	OP	100 529	★★
	PHILEOL	OP	49 489	★
	SIPEM	IMF Tier 2	272 927	★★★★
	TITEM	Fin. Com.	220 538	★★★
	UCLS	OP	125 830	★★★★
	VAHATRA	IMF Tier 4	38 379	★★
Mozambique	AOPP	OP	-	★★★★
	BMS SA	Fonds	552 469	★★
	NYESIGISO	IMF Tier 2	152 449	★★★
Niger	IKURU	OP	150 000	★★★★
	SOCREMO	IMF Tier 2	-	★★★
Ouganda	FCMN-NIYA	OP	217 726	★★★
	FUCOPRI	OP	79 273	★★
	KOKARI	IMF Tier 2	155 879	★★★
	MASNAT	OP	12 220	★★
	SINERGI	Instit. de refin.	125 770	★★
	TAANADI	IMF Tier 2	111 861	★★★★
	ACPCU	OP	*	★★★★
	BIO UGANDA	OP	*	★★
	CENTENARY BANK	IMF Tier 1	475 424	★★★★
	KATERERA	OP	56 311	★★★
	RFCU	OP	114 243	★★★
	SMF EA	Instit. de refin.	1 199 419	★★★

LÉGENDE

CONTINENT / ZONE

Pays	PARTENAIRE	Type	Portefeuille au 31/12/2015	Volume d'accompagnement
------	------------	------	----------------------------	-------------------------

* financement au cours de l'année 2015

en temps passé par l'équipe SIDI

EUROPE

Continent	SEFEA	Fonds continental	235 000	★★
Kosovo	KRK	IMF Tier 2	1 039 977	★★★★
Moldavie	MICROINVEST	IMF Tier 2	187 062	★

BASSIN MEDITERRANNEEN

Egypte	EACD	IMF Tier 2	219 578	★
Liban	FTTL	OP	192 748	★★
Maroc	AL AMANA	IMF Tier 1	491 291	★★★
Palestine	ACAD FINANCE	IMF Tier 2	384 532	★★
	ASALA	IMF Tier 2	458 043	★★★★
	DAMAN	Fonds régional	104 497	★★★★
Tunisie	ENDA INTER ARABE	IMF Tier 1	741 783	★★★

ASIE

Laos	FONDS COOPERATIF	IMF Tier 4	243 901	★★★★
	LFP	OP	*	★
Vietnam	ECOLINK	OP	86 149	★

MONDIAL

KAMPANI	Fonds continental	37 500	★
---------	-------------------	--------	---

AFRIQUE

RDC	AIPR	Fin. Com.	-	★★
	CCRD	Fin. Com.	17 645	★★★★
	COOCEC	Instit. de refin.	-	★★★
	GAMF	Réseau	-	★★
	GEADES	Fin. Com.	-	★★
	RPMS	Fin. Com.	-	★★
	Rwanda	AMIR	Réseau	-
Sénégal	CGRH NIANING	OP	30 000	★
	CREC	IMF Tier 3	119 053	★
	KAYER	OP	22 868	★★
	SEN'FINANCES	Instit. de refin.	300 000	★★★★
	UGPM	OP	2 836	★
Tanzanie	AKIBA	IMF Tier 1	*	★★★★
	MUCOBA	IMF Tier 2	144 760	★★
	MVIWAMBI	OP	*	★★★
	RUCODIA	OP	60 284	★★★★
	YETU	IMF Tier 1	435 800	★★★★
Togo	FECECAV	IMF Tier 2	156 577	★★★★
	UCMECS	IMF Tier 3	228 674	★★★
	WAGES	IMF Tier 2	251 541	★★★★

BILAN SOCIAL

La chaîne de solidarité financière qui permet à la SIDI de participer à la consolidation de ses partenaires met en œuvre des moyens atypiques d'action, avec son capital non rémunéré et les revenus partagés du FCP « faim et développement ». La SIDI doit donc prouver à ses parties prenantes qu'elle met ces ressources atypiques en adéquation avec sa mission d'investisseur solidaire.

Le bilan social de la SIDI vise donc à étayer la manière dont elle répond à ses objectifs stratégiques, en termes :

- de ciblage, afin de toucher les populations peu desservies en services financiers, notamment dans les zones rurales
- de mise en œuvre de ses moyens (partage des risques, accompagnement à la professionnalisation...)
- de viabilité financière et sociale des partenaires.

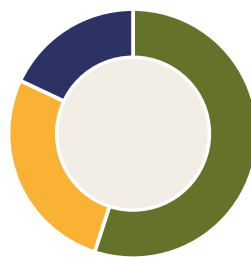
CIBLAGE DES POPULATIONS PEU DESSERVIES EN SERVICES FINANCIERS

La SIDI a pour objectif d'intervenir prioritairement dans les zones peu desservies en services financiers, et en particulier dans le monde rural. De même, elle consacre une partie de ses ressources à l'appui aux petits producteurs organisés pour le renforcement de filières agricoles.

Dans un contexte global de ressources dédiées à la microfinance et à l'agriculture non pas insuffisantes, mais mal affectées, la SIDI veut porter son effort spécifiquement en direction des zones rurales (dont celles en crise). En effet les coûts d'exploitation liés à l'éloignement et à la dispersion géographique, les risques liés aux activités agricoles, et la fragilité des acteurs économiques locaux en font des territoires délaissés par les autres acteurs financiers (à part pour les usagers).

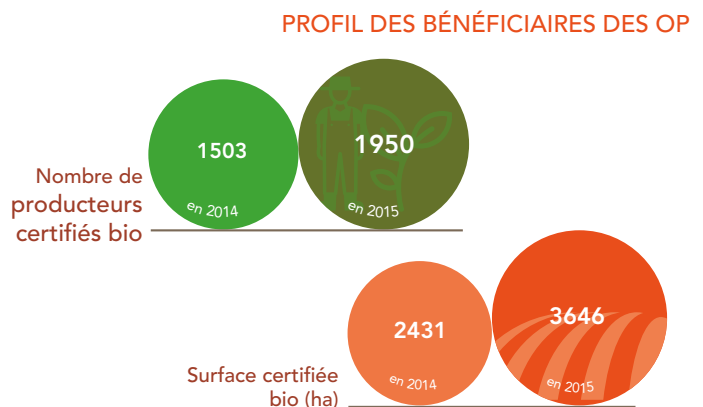
CIBLAGE	2015
Pays d'intervention où plus de 50% de la population est rurale (donnée Banque Mondiale*)	16 pays (sur 33), soit 48% du portefeuille
Part du portefeuille SIDI consacré au financement rural (encours SIDI pondéré par la part de bénéficiaires ruraux)	60%
MICROFINANCE	
Pays où moins de 30% de la pop. est bancarisée	17 pays, soit 70% du portefeuille
Part des femmes dans la clientèle des partenaires SIDI	52%
Part du portefeuille SIDI finançant l'agriculture	39%
OP	
Part de nos partenaires certifiés bio	53%
Part de nos partenaires certifiés équitables	47%

* Niger, Burundi, Burkina, Guinée, Mozambique, Mali, Sénégal, Ouganda, Rwanda, Togo, Madagascar, Tanzanie, RDC, Vietnam, Egypte, Moldavie



PROFIL DE CLIENTÈLE DES IMF PARTENAIRES

Ruraux (plus de 50% de clients ruraux) 25
Urbains (<20% de clients ruraux) 12
Mixtes (Entre 20 et 50% de clients ruraux) 8



PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES DES OP

Nombre de producteurs certifiés bio

Surface certifiée bio (ha)

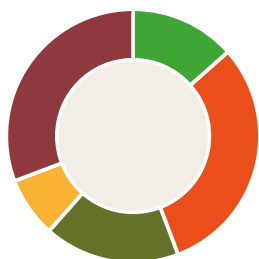
MOYENS : L'INVESTISSEMENT SOLIDAIRE ET PATIENT

La SIDI place la dimension de partenariat dans la durée au cœur de son approche, elle s'engage dans une dimension de long terme et de partage des risques, et enfin sa structure de capital patient lui permet une flexibilité dans les montants alloués, la durée de l'investissement et les garanties sollicitées.

Ce mandat de partage des risques, assumé par les actionnaires, lui permet de financer des institutions socialement utiles, et qui présentent des perspectives de développement à moyen terme, mais qui ne sont pas encore rentables ou interviennent dans des contextes de crise. Cette priorité donnée aux partenaires ou zones fragiles se traduit notamment au 31 décembre 2015 par un portefeuille à risque à 90 jours de 13,52%, dont plus de la moitié concerne des partenaires œuvrant dans des zones en crise.

PARTAGE DU RISQUE (Portefeuille moyen sur l'année)	2015
Investissement dans des pays en crise*	20% du portefeuille (33 partenaires)
Financement en monnaie locale	62% du portefeuille
Investissement en prises de participation	45% du portefeuille (35 partenaires)
Investissement dans des structures en consolidation	57% du portefeuille
PATIENCE	
Nombre de prêts actifs octroyés à plus de 2 ans	58%
Durée moyenne du partenariat financier avec les partenaires actuels	7 ans

*Pays en crise en 2015 : HAÏTI, PALESTINE, LIBAN, NIGER, GUINÉE, RDC, BURUNDI, MALI, EGYPTE, TUNISIE, COTE D'IVOIRE, BURKINA



TYPOLOGIE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE PARTENAIRES

IMF Tier 1	7
IMF Tier 2	16
IMF Tier 3	9
IMF Tier 4	4
Institution de refinancement	16



MOYENS : ACCOMPAGNER LA PROFESSIONNALISATION DANS LE RESPECT DES OBJECTIFS SOCIAUX

La SIDI cherche à répondre de manière individualisée aux attentes de ses partenaires, en adaptant son offre de services et son volume d'accompagnement à leurs besoins. Pour ce faire, l'équipe prend le temps de comprendre les contextes locaux, de construire une relation de confiance, afin de répondre aux besoins spécifiques de chacun, et de contribuer ainsi à l'amélioration durable de leur viabilité économique, institutionnelle et sociale.

En particulier, la SIDI assure une participation active dans la gouvernance des institutions dont elle est actionnaire, afin notamment de maintenir la mission sociale et les objectifs fondateurs de l'organisation tout en collaborant à la définition et au suivi des priorités stratégiques, du plan de croissance et des niveaux de risque.

EFFORT D'ACCOMPAGNEMENT	2015
Total de jours dédiés aux partenaires	2560
Part de jours dédiés aux partenaires en consolidation	65%
Part des partenaires ayant bénéficié d'accompagnement	70%
GOVERNANCE ET OBJ. SOCIAUX	
Nombre de sièges au CA	26
Nombre de jours dédiés à la performance sociale	114
MOBILISATION DE SOUTIENS EXTERNES	
Montants négociés par SIDI (hors FEFISOL)	740 000 € (pour 8 partenaires)
Nb. jours dédiés au fonds FEFISOL	454
Effet de levier FEFISOL	2,7 millions d'euros (pour 10 partenaires)

RÉPARTITION DU TEMPS SIDI DÉDIÉ AUX PARTENARIATS EN 2015 (EN JOURS)



Identification	351
Suivi financier	531
Accompagnement personnalisé et gestion de crise	188
Gouvernance	223
Alliances/Appui à l'obtention d'AT	89
AT sur un domaine spécifique	638
Total NB jours (hors fonds continentaux) :	2021

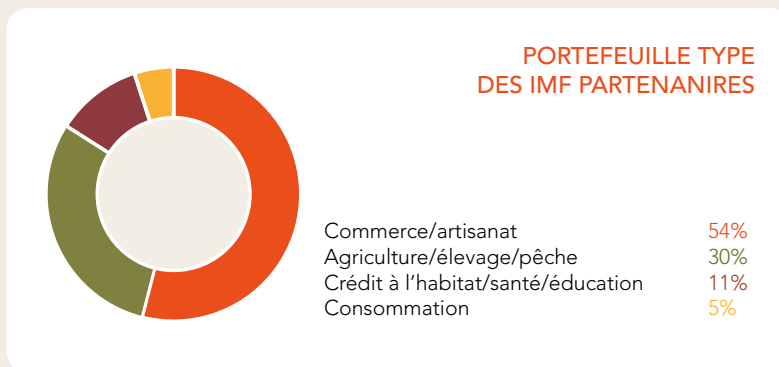
L'identification et le suivi financier, qui sont des missions inhérentes à la fonction de tout investisseur, nécessitent un effort soutenu de la part de la SIDI compte tenu des contextes d'intervention et de la fragilité parfois des partenariats.

Le reste du temps dédié aux partenariats concerne la mission plus spécifique de la SIDI, en tant qu'investisseur solidaire.

RÉSULTATS : VIABILITÉ FINANCIÈRE ET SOCIALE DES PARTENAIRES

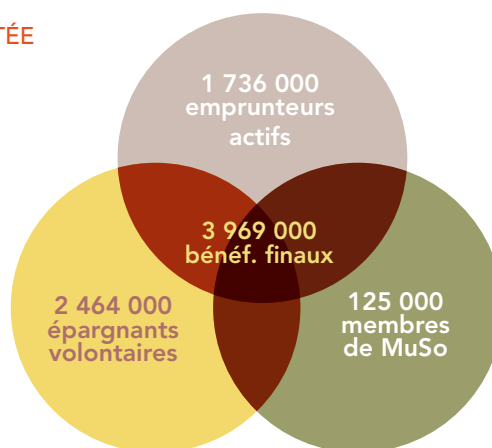
VIABILITÉ FINANCIÈRE	2015
Croissance des fonds propres consolidés des partenaires	+10%
% de partenaires ayant un résultat positif	50%
PAR30 moyen des IMF	12,7% (la médiane est à 6,9%)
ACTIVITE	
Croissance annuelle moyenne du portefeuille des IMF	19%
Croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires des OP	43%
PRATIQUES RESPONSABLES	
Part des IMF disposant d'un outil de gestion de la performance sociale	55%
Part des IMF proposant des services non financiers (éducation financière, formations santé, ...)	58%

RÉSULTATS : SÉCURISATION DES BÉNÉFICIAIRES



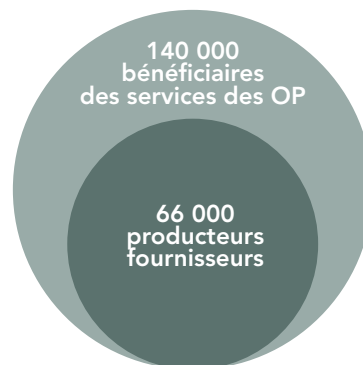
SERVICES DE MICROFINANCE : PORTÉE

- 42% de bénéficiaires ruraux
- Prêt médian : 635 €



APPUI AUX PETITS PRODUCTEURS : PORTÉE

- Achat moyen par producteur : 240 €
- Surface moyenne des exploitations : 1,5 Ha



LE RENFORCEMENT DES SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL

Cœur de métier de la SIDI depuis 20 ans, l'appui à la consolidation d'institutions de microfinance adaptées aux besoins locaux représente un enjeu fort, particulièrement en milieu rural, où les besoins d'épargne et de crédit sont encore très largement insatisfaits. En effet, si le secteur de la microfinance se développe en encours comme en compétences, le milieu rural souffre néanmoins d'un sous-investissement à la fois technique et financier, dû aux risques inhérents aux activités agricoles notamment.

Dans ce contexte, la SIDI oriente progressivement son portefeuille vers le milieu rural en ne sélectionnant, depuis plusieurs années, que des partenaires intervenant dans ces zones. Cette priorité est légitimée par l'expérience longue de la SIDI, en matière de financement, d'appui à la consolidation, d'appui à la gouvernance, ainsi que d'appui à la gestion de la performance sociale, problématiques bien adaptées aux besoins des IMF à vocation sociale œuvrant en milieu rural.

IDENTIFIER DE NOUVEAUX PARTENARIATS

48 partenaires
dont 42 financés



Dans son plan stratégique 2013-2016, la SIDI s'est fixée comme objectif d'augmenter sa portée, non seulement par la croissance du portefeuille d'IMF appuyées, mais encore par l'évolution de ses partenariats, les partenaires matures devant progressivement pouvoir sortir du portefeuille au profit de nouvelles IMF en consolidation. En 2015, la SIDI a ainsi démarré une relation financière avec quatre institutions œuvrant en milieu rural.

1025 
jours d'accompagnement

Outre ses deux prises de participation au capital de FDL au Nicaragua et de Yetu en Tanzanie, détaillées en encadrés, la SIDI a également pris une participation dans une coopérative chilienne d'épargne-crédit, FINANCOOP. Cette opération permet à la SIDI de réaliser un petit investissement « d'attente » utile, dans un pays où elle n'avait depuis longtemps pas réévalué ses perspectives, et où le produit de la cession opérée en 2015 de ses parts dans l'institution INDES (dont la mission a depuis évolué) a pu ainsi être ainsi réinvesti sur place sans avoir à payer des taxes sur le rapatriement de ses capitaux.


3 872 000
emprunteurs et/ou épargnants
dont **42%**
de ruraux

Enfin, la SIDI a émis une garantie de 38 000 € auprès d'une banque malgache, pour le bénéfice de VAHATRA. Cette IMF basée dans la région d'Ansirabé, dans les hautes terres, est la seule capable de proposer des crédits adaptés aux familles très fragiles, vivant avec moins de un dollar par jour, notamment parce qu'elle fournit un accompagnement social de proximité. VAHATRA disposait fin 2014 de plus de 6 000 clients, dont l'encours moyen par emprunteur s'établissait à 52 €. N'ayant pas légalement la possibilité de collecter l'épargne, VAHATRA doit emprunter les fonds nécessaires à son activité pour compléter ses fonds propres : la garantie de la SIDI, qui couvre 100% d'un prêt émis par une banque locale, permet ainsi à l'institution de se financer en monnaie locale à moindre coût.

YETU : participer à la création d'une banque commerciale pour et avec les communautés

En 1996, dans un contexte de croissance alors très ralentie et de hausse du chômage, notamment des jeunes, plusieurs professionnels des secteurs privé et public ont décidé de créer une ONG dédiée à l'appui au démarrage d'activités pour les jeunes, sur fonds de l'Organisation Internationale du Travail. Très vite, l'ONG, Yosefo (pour « Fondation pour l'auto-emploi de la jeunesse »), a enrichi ses activités de formation et d'appui technique par une activité de crédit afin de pallier les problèmes de financement de ses bénéficiaires. En effet, la Tanzanie souffre, encore aujourd'hui, d'un taux de pénétration des services financiers très faible, une étude de 2009 estimant à 4% la population desservie en services de microfinance, avec une forte distorsion entre les villes et les campagnes.

Depuis lors, Yosefo a su se développer dans tout l'Est du pays, proposant une palette de produits répondant aux besoins de ses quelque 30 000 clients, notamment les plus fragiles tels que les ruraux et les femmes (77% de ses clients sont des clientes), avec plusieurs méthodologies de crédits de groupe, d'un coût localement compétitif de 3% par mois.

En 2013, Yosefo a logé son activité de microfinance dans une filiale dédiée, Yetu Microfinance, en vue de garantir institutionnellement le maintien et le développement de sa mission. L'objectif est de pouvoir proposer aux clients des services de dépôt, particulièrement utiles en

milieu rural reculé et qui permettraient à l'institution de se refinancer via l'épargne. Pour financer la croissance de ses activités, et atteindre un seuil de capitalisation lui permettant de se transformer en banque (et donc de collecter l'épargne), Yetu a longuement préparé une introduction en bourse, afin de proposer activement à tous ses clients de souscrire pour devenir une véritable banque communautaire, la première du pays.

La SIDI est le seul investisseur étranger invité à participer à l'introduction en bourse aux côtés de Yosefo, des clients, et du grand public, par volonté expresse des dirigeants de ne pas accueillir d'institution risquant de faire dériver sa mission. Après deux ans de tractations avec les autorités de régulation locales, YETU a été introduite en bourse avec succès mi-2015, et la SIDI a pris une participation de 5%, représentant 435 000 €, ce qui lui permettra de siéger au capital de la banque une fois l'institutionnalisation achevée, courant 2016. La SIDI prévoit une participation active au CA, et a proposé de fournir un appui technique portant sur l'identification des besoins, pour gérer la croissance (rendue possible grâce aux capitaux levés), notamment via une planification stratégique déclinée en objectifs opérationnels, et des outils de pilotage adaptés.

APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE FAITIÈRES DE FINANCEMENT

Depuis plusieurs années, la SIDI a intensifié son travail en direction d'institutions de refinancement locales, qu'elles soient nationales ou régionales (voire continentales, pour les fonds co-crésés par la SIDI : FEFISOL et FOPEPRO). De telles structures présentent l'avantage de générer un effet de levier financier, tout en réduisant les coûts de transaction et les risques, mais aussi de pouvoir intervenir dans des zones où la SIDI ne travaille pas directement. In fine, ce mode d'intervention est privilégié dès que possible, puisqu'il est efficace et permet de développer, sur le long terme, l'existence d'acteurs locaux connaissant leur milieu d'intervention et capables de fournir un appui, financier et technique, adapté.

En 2015, la SIDI a octroyé près de 1,8 millions d'euros à des institutions de refinancement.

Dans le cadre d'une stratégie d'alliance construite avec la banque sociale italienne Banca Etica, SIDI a investi 100 000 €

supplémentaires dans la coopérative péruvienne FORTALECER, qui appuie 43 IMF et coopératives locales membres. Cette opération, qui renforce les fonds propres de FORTALECER, est la conséquence d'une augmentation de la participation de Banca Etica au capital de la SIDI, par laquelle la banque a souhaité développer son activité de financement internationale sans avoir à en assumer elle-même le pilotage opérationnel.

En Equateur, la SIDI a renouvelé fin 2015 son prêt à la coopérative de refinancement CAAP, octroyant 240 000 dollars sur deux ans. Ce prêt permet aux membres, coopératives d'épargne-crédit situées en zones rurales, de disposer au bon moment des fonds nécessaires au financement des campagnes agricoles. De même, elle a renouvelé, en augmentant l'encours, son prêt à SMF-EA, institution de refinancement qui intervient en Afrique de l'Est, par le biais d'octroi de financements et de fourniture d'assistance technique à

des institutions de microfinance à vocation sociale. La SIDI est actionnaire de SMF-EA et siège activement à son conseil d'administration.

En Amérique Centrale, la SIDI est enfin rentrée, à hauteur de 350 000 dollars, dans le capital de SICSA, institution refinançant près d'une quarantaine d'IMF de la région, suite à une décision du comité de gérance prise fin 2014. SICSA est une émanation de REDCAMIF, réseau régional formé des sept réseaux de microfinance nationaux, qui vise à compléter le travail de renforcement technique entrepris auprès des membres par une importante mobilisation de ressources, en vue de proposer des financements adaptés pour répondre aux besoins des quelque 1,2 millions de clients de la zone.

En termes d'appui technique, la SIDI a organisé à Paris un atelier mondial de capitalisation des expériences des institutions de refinancement, lors duquel six partenaires ont pu échanger sur leurs pratiques, ainsi que les défis rencontrés dans le développement de leurs activités. Y a par exemple participé la fondation Sénégalaise Sen'finances, qui fait l'objet d'une assistance technique rapprochée depuis deux ans, portant sur un accompagnement à la gestion de la performance sociale des clients de la fondation, de même que sur un appui à sa planification stratégique, visant à parvenir à la viabilité financière.

SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL :
FLUX D'INVESTISSEMENT 2015

	ZONE	PARTENAIRE	TYPE	MONTANT en €
Prêt	NICARAGUA	FDL	IMF Tier 1	917 262
Participation	CHILI	FINANCOOP	IMF Tier 1	14 038
Prêt	PALESTINE	ASALA	IMF Tier 2	458 043
Participation	KOSOVO	KRK	IMF Tier 2	18 000
Prêt	KOSOVO	KRK	IMF Tier 2	546 000
Prêt	TANZANIE	YETU	IMF Tier 2	435 799
Participation	BURUNDI	ISHAKA	IMF Tier 3	17 528
Garantie	MADAGASCAR	VAHATRA	IMF Tier 3	38 379
Prêt	EQUATEUR	CAAP	Instit. refin.	225 014
Participation	PALESTINE	DAMAN	Instit. refin.	4 497
Garantie	PALESTINE	DAMAN	Instit. refin.	100 000
Participation	AFRIQUE	FEFISOL	Instit. refin.	537 377
Participation	PEROU	FORTALECER	Instit. refin.	104 968
Participation	AMERIQUE LATINE	SICSA	Instit. refin.	307 773
Prêt	OUGANDA	SMF EA	Instit. refin.	500 000
TOTAL				4 224 678

FDL : participer au développement de la 1ère IMF rurale
d'Amérique Centrale

Le Fondo de Desarrollo Local (Fonds de Développement Local - FDL) a été créé au sein de l'Université catholique Centre Américaine en 1992 pour fournir une réponse durable et complémentaire des formations à la problématique de l'insertion économique des populations pauvres en zone rurale. FDL a d'abord démarré comme un fonds rotatif dans un contexte de manque de liquidité du fait de la réforme financière mise en place alors, qui a entre autres provoqué la fermeture de la banque agricole de l'État.

Après une période de développement –et de refinancement de fonds locaux autogérés, qui a induit des carences de gestion, FDL s'est transformée en institution de microfinance (avec agences) dès 1997. Cette transformation institutionnelle, pilotée et appuyée par l'Université (qui a notamment participé à la conception des produits), lui a permis de développer une palette de produits et services lui permettant de répondre à sa mission première de financement des zones rurales.

Aujourd'hui, FDL est l'institution de microfinance leader du pays, avec un portefeuille de 77 millions de dollars desservant plus de 60 000 clients (dont 51% de femmes) à fin 2014, dans les zones rurales de 15 des 17 provinces du pays. L'agriculture de subsistance n'est pas en reste

puisque'elle représente les deux tiers de la clientèle, soit 40 000 personnes qui représenteraient près de la moitié de toute la paysannerie de subsistance du pays. Grâce à une offre adaptée aux besoins, à une équipe motivée et compétente, mais aussi à des procédures adaptées (notamment quant à la mesure des risques), FDL est une institution structurellement rentable.

Pour mieux financer son développement, notamment via la captation de l'épargne des clients, ce qui représente un service attendu, l'association travaille depuis plusieurs années à la transformation de son activité de crédit en une institution financière régulée, dont elle serait actionnaire majoritaire. Dans ce projet, elle a souhaité ouvrir son capital à trois investisseurs sociaux, parmi lesquels la SIDI. Par anticipation de la création de la société en 2016, la SIDI a décidé mi-2015 de décaisser un prêt relais de 917 000 euros. Cela permettra à la SIDI, dès la création de la société, de se porter acquéreuse de 4,3% du capital, avec un siège au Conseil d'Administration partagé avec l'investisseur social belge et allié Alterfin. FDL a également sollicité la SIDI en matière d'appui à la mesure et à la gestion de sa performance sociale.

LE SOUTIEN AUX CHAINES DE VALEUR AGRICOLES



Depuis une quinzaine d'année la SIDI soutient le renforcement de filières agricoles capables de donner aux producteurs, et plus largement aux populations rurales, les moyens de devenir acteurs de leur propre développement et de vivre dignement sur leurs terres. La SIDI travaille pour cela la consolidation d'organisations de producteurs (OP) et d'entreprises rurales, dont l'objectif principal est de garantir de meilleurs revenus aux ruraux en sécurisant, augmentant et redistribuant localement la valeur ajoutée de leur production.

37 partenaires
dont 33 financés



626 jours d'accompagnement



139 856 petits producteurs soutenus

APPUYER LA CONSOLIDATION D'ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS LOCALES

2015 a vu le renouvellement de prêts de campagnes et de lignes de crédits pour 13 de ses partenaires. Ce soutien leur a cette année encore permis d'aborder leur campagne de production en ayant la liquidité nécessaire à l'achat d'intrants (comme dans le cas de l'union de maraîchers FCMN-NIYA), ou au paiement de leurs membres dès la récolte. Ainsi les paysans ne sont plus condamnés à brader une partie de leur production à des intermédiaires pour subvenir à leurs besoins immédiats.

En parallèle, la SIDI a aussi souhaité inscrire son appui à plus long terme en entrant au capital de certaines OP et entreprises. Le Comité de Gérance de la SIDI a ainsi acté en fin d'année son entrée au capital de l'entreprise communautaire IKURU au Mozambique, dont elle deviendra actionnaire minoritaire en convertissant le prêt qu'elle lui avait octroyé en 2014 en prise de participation afin de soutenir plus durablement son développement. La SIDI a aussi augmenté sa participation au capital de l'entreprise sociale Nutrizaza, dont elle est actionnaire depuis 2012, et qui vise à lutter contre le fléau de la malnutrition infantile à Madagascar par la fabrication d'un complément alimentaire, la Koba Aina, à partir de matières premières locales.

Le soutien aux chaînes de valeur agricoles rurales ne se traduit pas seulement par ces appuis financiers directs. La SIDI a également souhaité participer au lancement du fonds d'investissement Kampani, créé par l'investisseur social belge Alterfin, qui donnera aux organisations de producteurs du Sud la possibilité d'investir dans des outils de production, notamment des unités de transformation, par l'octroi de prêts et de

prises de participation en capital adaptées. La SIDI a contribué au lancement du fonds par un décaissement de 37 500 €.

Un important travail d'accompagnement des partenaires a été cette année encore réalisé : 626 jours ayant été dédiés au suivi de 35 partenaires. L'essentiel de l'accompagnement SIDI aux organisations de producteurs a eu pour objectif de contribuer à la consolidation de leurs compétences en matière de gestion, de comptabilité, et en appui à la planification stratégique : UCLS et Fanohana à Madagascar (voir encadré), ou encore Rucodia en Tanzanie ont été les premiers bénéficiaires de ce type de soutien. Un important appui a aussi été apporté à Café Perú, dont la gouvernance suite à la crise de la maladie de la rouille du café a traversé une zone de turbulences. En tant que seul actionnaire non producteur, la SIDI a tout au long de l'année joué un important rôle de médiateur afin de contribuer à la résolution de la crise. Enfin, l'organisation paysanne Agrosolidaria a pu bénéficier d'un suivi rapproché durant plusieurs mois grâce à la présence d'un stagiaire qui a réalisé un diagnostic approfondi de la viabilité financière, sociale et de la gouvernance de ce réseau. Cet accompagnement a aussi permis l'élaboration et la mise en place de nouveaux outils d'analyse des crédits et de suivi du portefeuille.

La SIDI a dû faire face à la fin brutale du partenariat avec Fenacoop à la suite de la fermeture de la coopérative par les autorités nicaraguayennes pour des raisons politiques. Le prêt 109 000 euros fait à la structure a été passé en pertes à fin 2015 sur le Fonds d'Incitation au Développement (FID).

L'appui à la consolidation d'une OP : lumière sur Fanohana à Madagascar

A Madagascar, les filières litchi et épices sont étroitement contrôlées par quelques entreprises exportatrices. Les petits paysans désorganisés sont ainsi réduits au seul rôle de producteurs et ne perçoivent qu'une part infime de la valeur ajoutée dégagée par ces filières. Créée en 2009, la coopérative Fanohana a réussi à revaloriser la production de fruits et d'épices de ses 512 membres, en intégrant le circuit du commerce équitable et la filière bio grâce au soutien d'acteurs tels qu'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) ou encore la coopérative Ethiquable. Elle est ainsi devenue la première organisation malgache à exporter en direct sa pulpe de litchi et ses épices, contournant le monopole qu'exerçaient certains collecteurs et exportateurs locaux.

Malgré ces bons résultats, le manque chronique de compétences adaptées en matière de comptabilité a commencé à se faire sentir et met en péril sur le long terme la bonne gestion de l'entreprise. Cette coopérative ne possède pas d'états comptables et financiers répondant aux normes comptables prévues pour une entreprise, indispensables pour faire le point, évaluer les tendances et prendre des décisions clés pour le futur. De même, l'absence d'états financiers entrave la conclusion d'accords de coopération avec de nouveaux partenaires.



Productrice de cacao membre d'UCLS à Madagascar

La SIDI a pour cette raison entrepris depuis 2013 un travail d'accompagnement dans ce domaine. En 2015, ce travail a notamment posé les bases pour la mise en place d'un système de comptabilité plus adapté, et capable de fournir les éléments de pilotage nécessaires (volumes de vente, stocks...) et dans de meilleurs délais.

Parallèlement à cet accompagnement technique, la SIDI a cette année encore renouvelé son soutien financier à la coopérative malgache en lui octroyant un nouveau prêt de 92 000 euros. Fanohana a ainsi pu acheter comptant une partie de la production de poivre, vanille et litchis de ses membres afin de répondre dans les temps aux commandes d'Ethiquable.

SOUTIEN AUX CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES : FLUX D'INVESTISSEMENT 2015

	ZONE	PARTENAIRES	TYPE	MONTANT en €
Participation	Afrique	KAMPANI	Fonds	37 500
Participation	Burkina Faso	SINERGI	Instit. de refin.	76 225
Prêt	Colombie	CENCOIC	OP	359 777
Prêt	Equateur	COPROBICH	OP	161 435
Prêt	Equateur	FONMSOEM	OP	88 660
Prêt	Haiti	FECCANO	OP	111 896
Prêt	Liban	FTTL	OP	88 075
Participation	Madagascar	NUTRIZAZA	OP	62 630
Prêt	Madagascar	FANOHANA	OP	97 719
Prêt	Madagascar	UCLS	OP	257 000
Prêt	Niger	FCMN-NIYA	OP	364 987
Prêt	Niger	FUCOPRI	OP	79 273
Prêt	Ouganda	ANKOLE	OP	186 168
Prêt	Ouganda	KATERERA	OP	186 682
Prêt	Ouganda	RFCU	OP	147 288
Prêt	Pérou	CAFEPERU	OP	278 252
TOTAL				2 583 567

LA PROMOTION D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE EN MILIEU RURAL

Consciente des défis environnementaux et sociaux croissants qui pèsent sur les producteurs du Sud, la SIDI a depuis plusieurs années souhaité encourager des initiatives de Transition Ecologique et Sociale (TES) en appuyant des acteurs locaux qui cherchent à faire évoluer leurs systèmes productifs agricoles vers de nouvelles pratiques capables d'atténuer, voire de prévenir les effets du changement climatique, et plus largement de contribuer à la sauvegarde de l'environnement.

Elle a bénéficié à ce titre d'un fort appui du CCFD – Terre Solidaire, qui l'a accompagnée dans la définition de son approche et lui a apporté un soutien financier qui a notamment pris la forme d'un prêt dédié d'un million d'euros pour 10 ans. En 2015, la SIDI a renforcé son soutien à ces initiatives, consacrant au total 1,9 million d'euros au soutien de cette transition écologique et sociale.

Fin 2015, un accord pour le lancement du Programme d'Appui aux Initiatives Ecologiques et Sociales (PAIES) a été signé entre la SIDI, le CCFD-Terre Solidaire et l'Agence Française de Développement (AFD). Mis en place début 2016, à titre expérimental, pour une durée de 18 mois dans les régions du Sahel et des Grands Lacs, il permettra notamment de soutenir cinq partenaires de la SIDI engagés dans la diffusion de pratiques telles que : la production locale de semences, la formation aux techniques agro-écologiques, la mise en place de circuits courts pour la commercialisation des produits agricoles, l'intégration de variables d'analyse d'impact écologique dans la gestion de certains services financiers... Cette phase pilote doit à terme mener au lancement d'un programme sur quatre ans dont la zone d'intervention sera largement étendue.

MVIWAMBI : soutenir les petits caféiculteurs en Tanzanie

Seconde culture de la Tanzanie, le café joue un rôle fondamental dans l'économie, permettant de faire vivre près de 6% de sa population. Sa commercialisation reste cependant étroitement régulée par le Tanzanian Coffee Board (TCB), qui contrôle la vente de 80% de la production par un système d'enchères ouvertes aux acheteurs locaux et internationaux, sans marge de négociation pour les producteurs.

Nouveau partenaire de la SIDI, MVIWAMBI est une petite organisation de producteurs d'arabica qui regroupe près de 1800 membres dans le Sud-Ouest du pays. La plupart des membres cultivent des parcelles de moins d'un hectare, sur lesquelles le café pousse au milieu d'autres cultures (bananes, maïs...). Active depuis 2000, l'organisation fait montre d'une forte croissance de ses volumes de production comme de son chiffre d'affaires. L'objectif premier demeure cependant le même : mieux redistribuer aux producteurs le bénéfice des ventes réalisées par le Tanzanian Coffee Board.

Pour ce faire, MVIWAMBI permet à ses membres de pouvoir bénéficier d'une avance sur la vente du café dès la récolte. Cette avance s'élève à 2 000 shiling tanzanien par kilo soit environ 0,80 euros. Le prix final payé au producteur est fixé en fonction des enchères organisées par la TCB, un paiement complémentaire est réalisé en fin de saison une fois l'ensemble des enchères passées et les charges de la coopérative remboursées (frais de fonctionnement, emprunts...). Au-delà de cette avance, Mviwambi permet à ses membres d'accéder à des formations aux techniques de production et sur le fonctionnement du marché du café. Enfin, MVIWAMBI facilite l'approvision-

nement des membres en intrants en les leur fournissant à crédit en début de saison.

Devenu partenaire de la SIDI fin 2014, Mviwambi a d'ores et déjà pu bénéficier d'un prêt de 80 000 dollars qui lui a permis de financer cette activité de revente d'intrants aux groupes de producteurs. Si l'essentiel de ce prêt a permis l'achat d'intrants conventionnels, ce prêt a aussi contribué au lancement d'une production de compost au sein de 8 groupes de producteurs pilotes. L'expérience s'étant avérée concluante, l'initiative devrait cette saison être étendue à 20 groupes supplémentaires tandis que la production sera renforcée dans les groupes pionniers, le tout avec le soutien de la SIDI.

Cette organisation fait face à plusieurs défis - la grande volatilité des prix du café, une professionnalisation encore faible, un accès limité aux services bancaires locaux ou encore un sérieux manque de moyens matériels - cependant la qualité remarquable du café produit pourrait permettre à l'organisation d'écouler sa production par d'autres canaux tels que ceux du commerce équitable ou de la filière biologique, qui pourraient permettre d'offrir de meilleurs prix aux producteurs, de diversifier leurs débouchés mais aussi de faire évoluer les moyens de production de cette organisation.

LA PROMOTION DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE

Consciente de la difficulté de garantir l'accès à des services financiers dans les zones où la microfinance ne peut se développer en raison de coûts de transactions et de risques trop élevés, la SIDI a souhaité encourager l'émergence de systèmes de finance communautaire. Elle diffuse en particulier la méthodologie des Mutuelles de Solidarités (MUSO), qui se base sur la constitution de groupes solidaires d'épargne-crédit permettant à leurs membres de mobiliser des ressources locales pour le financement de leurs projets, de s'entraider et de s'initier à une culture de l'épargne et du crédit.

L'année 2015, a été marquée par le renouvellement du soutien financier accordé à deux partenaires de longue date. D'une part, à l'organisation malgache TITEM, dont elle garantit à 60% le nouveau prêt qu'elle a contracté auprès d'une banque locale pour le développement de son service de greniers communautaires villageois. Un service qui permet aux agriculteurs l'accès au crédit en mettant en gage une partie de leur production, qu'ils remettent en vente une fois le prêt remboursé. D'autre part, l'association burkinabé ASIENA a obtenu un prêt en monnaie locale qui va lui permettre de soutenir la croissance de ses activités de MUSO et d'aborder plus sereinement son évolution vers le statut d'entreprise, qui l'autorisera à offrir de nouveaux services, notamment d'épargne.

206 jours d'accompagnement ont par ailleurs été consacrés à 16 partenaires de la SIDI impliqués dans ce domaine. Cette année encore l'association congolaise CCRD a bénéficié d'un suivi très renforcé (61 jours), qui a notamment donné lieu à l'organisation d'un atelier sur l'analyse et le suivi des crédits afin d'apporter une réponse aux difficultés rencontrées par les groupements de MUSO et les MUSO dans la gestion de leurs crédits. Ouverte aussi bien aux représentants qu'aux animateurs chargés de faire le relais entre les MUSO et les groupements de MUSO, cette formation a permis de doter ces acteurs de connaissances et d'outils concrets leur permettant de mieux gérer les demandes de crédits formulées tant au sein des MUSO que des groupements de MUSO. La SIDI a aussi suivi de très près l'avancée du programme pilote de développement des MUSO mené par l'une de ses institutions de microfinance partenaire au Burkina Faso (voir encadré ci-contre).

Enfin, L'équipe de la SIDI a entamé un important travail de réflexion autour de la formation à la méthodologie MUSO. Promouvant depuis de longues années la diffusion de cette méthodologie, la SIDI s'emploie aujourd'hui à élaborer un kit de formation qui pourra être mis à disposition d'acteurs souhaitant appliquer cette méthodologie dans leur contexte. Ce guide fournirait des outils de suivi et de gestion simples d'utilisation afin d'accompagner pas à pas ces acteurs dans le lancement d'une nouvelle MUSO. L'élaboration de ce guide se basera notamment sur les résultats des études d'impact menées auprès de plusieurs partenaires ayant mis en place cette méthodologie afin de pouvoir aussi comparer les différentes approches en présence

PROMOTION DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE : FLUX D'INVESTISSEMENT 2015

	ZONE	PARTENAIRE	TYPE	MONTANT en €
Prêt	BURKINA FASO	ASIENA	Fin. Com. / Tier 3	381 123
Garantie	MADAGASCAR	TITEM	Fin. Com. / Tier 3	220 538
TOTAL				601 661



7175 groupes appuyés,

représentant **124 734** personnes



206 jours d'accompagnement

14 partenaires

dont 6 financés



UBTEC : de la microfinance à la finance communautaire

« Banque des paysans, aux conditions des paysans », l'Union des Baoré Tradition d'épargne et de Crédit (UBTEC) est une mutuelle d'épargne-crédit créée au début des années 90 par une fédération paysanne burkinabè, la FNGN, pour financer les activités productives de ses membres sur la base de la mobilisation de l'épargne locale.

C'est aujourd'hui une des rares institutions d'épargne-crédit d'Afrique de l'Ouest à avoir réussi à conserver cet ancrage paysan. En raison de cet ADN, l'UBTEC est en recherche permanente de solutions pour offrir les produits les plus adaptés en milieu rural et paysan. Constatant que ses services restaient encore hors de portée pour certaines populations trop isolées, trop illettrées ou disposant de trop peu de garanties physiques pour pouvoir bénéficier de ses services de microfinance, l'UBTEC a lancé un programme pilote encourageant la création de groupes solidaires fonctionnant sur la base de la méthodologie MUSO.

Initiée à cette méthodologie par la SIDI dès 2006, l'équipe de l'UBTEC a bénéficié de plusieurs formations sur ce sujet et surtout pu se nourrir de l'expérience d'autres partenaires SIDI, en particulier d'ASIENA, association pionnière en la matière au Burkina Faso. Consciente des possibilités offertes par cet outil et de la possibilité de l'adapter à son contexte, l'Union a finalement initié en 2011 un programme visant à mettre en place plusieurs MUSO dans certaines zones très peu desservies et ciblant des populations souvent analphabètes et vulnérables, essentiellement des femmes.

Cette phase d'expérimentation s'est déroulée sur 4 ans et a permis à l'UBTEC d'étendre progressivement son réseau en commençant par la création d'une vingtaine de groupes la première année, et dépassant la centaine de groupes à fin 2014. L'UBTEC a dans ce processus non seulement bénéficié de l'appui technique continu de la SIDI pour le suivi et la formation de certains groupes, mais aussi du soutien d'ASIENA qui a contribué à la formation d'une partie des équipes d'animation et continué partager son expérience lors de multiples rencontres.

La coopération entre ces deux partenaires SIDI permet l'harmonisation de leurs pratiques (taux d'intérêts pour le financement des MUSO par exemple) et la mutualisation de leurs efforts afin d'offrir un accès aux MUSO au plus grand nombre.

Les bons résultats de cette phase test ont encouragé en 2015 l'UBTEC à entériner le développement de cette activité de promotion des MUSO, comme un complément de son activité de microfinance avec de surcroit une dynamique d'appropriation locale. La SIDI, en partenariat avec le réseau F3E, entreprendra en 2016 une étude destinée à mesurer l'impact de ces MUSO sur les populations bénéficiaires à 3 ou 5 ans.



Créé il y a près de 5 ans, par la SIDI et deux investisseurs sociaux européens (Alterfin et Etimos), le fonds FEFISOL contribue significativement au financement du monde rural africain. Il est doté de 24 millions d'euros de capital, apportés par ses membres fondateurs et 12 investisseurs institutionnels ainsi que de trois millions d'euros supplémentaires prêtés par l'Agence Française de développement (AFD). Ce fonds a d'ores et déjà permis d'investir plus de 36 millions d'euros auprès de 62 partenaires dans 24 pays d'Afrique et atteint un portefeuille de 19 millions à fin Décembre 2015.

La SIDI coordonne depuis le lancement de FEFISOL l'ensemble des activités du fonds. Elle siège aussi au Conseil d'Administration et au Comité d'Investissement. Elle apporte environ la moitié des dossiers de demande de financement et assure le suivi de la relation avec les institutions financées (29 partenaires apportés par la SIDI dont 22 actuellement financés).

Plusieurs de ces partenaires bénéficient d'un cofinancement de la part de SIDI-FEFISOL dont notamment TAANADI au Niger, la SIPEM à Madagascar, Wages au Togo, ENDA Inter Arabe en Tunisie... Ces montages permettent ainsi à des partenaires historiques de la SIDI de bénéficier de ressources additionnelles, mais aussi du fonds d'Assistance Technique de FEFISOL.

En 2015, le fonds FEFISOL a mobilisé l'équipe de la SIDI à hauteur de 1091 jours :

- 560 jours ont été consacrés à la gestion du fonds, à la coordination du portefeuille et au suivi des risques,
- 77 jours à la gestion de son enveloppe d'assistance technique,
- 454 jours à l'identification et l'analyse de clients.

FINANCEMENT

Le fonds ayant pour but de contribuer prioritairement au financement d'institutions opérant dans les zones les moins desservies d'Afrique, les objectifs suivants ont été fixés:

- Se focaliser sur l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien : 75% minimum du portefeuille FEFISOL étant réservés à cette zone, les 25% restant peuvent être investis en Afrique du Nord,
- Cibler des IMF dont la mission est de fournir des services financiers aux micro-entrepreneurs, majoritairement ruraux, exclus des services bancaires,
- Cibler des Organisations de Producteurs (OP) et les PME rurales (20% du portefeuille), dont celles développant des activités à l'export notamment via les réseaux du commerce équitable et de l'agriculture biologique,
- Proposer une offre de services financiers adaptés sous forme de prêts à moyen terme (3/5 ans), dont au moins 80% en monnaie locale, et de prises de participation,

Au 31 décembre 2015, FEFISOL a décaissé 36 millions d'euros. Son portefeuille s'élève désormais à 19 millions d'euros, investis auprès de 34 IMF et 15 OP, dans 20 pays d'Afrique.

Les investissements réalisés se sont faits dans le respect des objectifs que s'est fixé le fonds. Ainsi, au 31 décembre 2015 :

- 88% du portefeuille bénéficie à l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien,
- 58% est investi dans des institutions rurales ,
- 76% est investi dans des IMF (dont 67% dans des IMF Tier 2 et 3) et 24% dans des OP,
- 71% de ces investissements sont faits en monnaie locale.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Afin de renforcer la viabilité de ses clients, FEFISOL a été doté dès sa création d'un fonds d'assistance technique de 1,2 millions d'euros, financé essentiellement par la Banque Européenne d'Investissements et le Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique (FISEA/PROPARCO).

Cette enveloppe permet de fournir aux IMF et aux OP clientes de FEFISOL une assistance sur mesure, qui peut prendre la forme d'audits et d'études, de formations, d'appui à la mise en place d'outils, d'échanges de pratique avec des entités similaires : planification stratégique, gestion, gouvernance, RH, performance sociale, système d'information ...

Depuis sa création, ce fonds a permis de soutenir 27 clients de FEFISOL dans 17 pays, pour un total d'engagements de 885 000€.

Cette année, cette facilité d'assistance technique a notamment permis l'organisation d'un atelier sur la performance sociale durant la semaine Africaine de la Microfinance en partenariat avec le réseau d'échanges sur les pratiques de la microfinance CERISE. Durant cet atelier ont été délivrés des conseils personnalisés à chaque institution participante afin de définir des actions simples pour améliorer leur performance sociale comme : l'intégration d'indicateurs permettant de mesurer l'avancée de réalisation des objectifs sociaux, le suivi des clients...

ACPCU, l'organisation de producteurs ougandaise partenaire de la SIDI, a notamment pu, grâce à cette facilité d'assistance technique, bénéficier d'une formation pour améliorer la durabilité de leur production de café.

 **49** partenaires

18,9 millions d'€ investis 

 **20** pays d'Afrique

PORTEFEUILLE FEFISOL PAR PAYS AU 31/12/2015 EN EUROS

PAYS	MONTANT en €	% DU PORTEFEUILLE
Angola	884 877	5%
Benin	1 188 828	6%
Burkina Faso	2 140 291	11%
Cameroun	200 000	1%
Ghana	656 608	3%
Côte d'Ivoire	1 865 695	10%
Kenya	2 117 538	11%
Madagascar	1 027 334	5%
Malawi	412 485	2%
Mali	511 060	3%
Maroc	1 700 745	9%
Niger	846 092	4%
Rep. Dem du Congo	221 092	1%
Sénégal	396 169	2%
Sierra Leone	214 876	1%
Tanzanie	708 221	4%
Togo	845 954	4%
Tunisie	598 160	3%
Ouganda	1 572 885	8%
Zambie	818 763	4%
TOTAL	18 927 674	100%

SORO YIRIWASO
la microfinance au service de l'agriculture

Au Mali, l'agriculture participe à près de la moitié de la richesse du pays et fait vivre la majorité de la population, mais les risques inhérents à l'activité agricole et sa faible rentabilité ont longtemps poussé les investisseurs à s'en détourner. Conscient de ces enjeux, FEFISOL a décidé d'octroyer un prêt de 300 000 euros sur 3 ans à Soro Yiriwaso, une institution de microfinance spécialisée dans le financement agricole.

Créée au milieu des années 80, cette institution de microfinance a connu une croissance rapide mais cette belle dynamique a failli être interrompue en 2012 par d'importants troubles politiques, qui ont poussé les financeurs de la structure à s'en retirer, la laissant fortement affaiblie.

Ayant réussi à surpasser cette crise grâce à la gestion rigoureuse de ses dirigeants, le réseau propose aujourd'hui des services financiers à plus de 60 000 personnes dont plus de 80% sont des femmes et des ruraux.

Soro Yiriwaso consacre près de la moitié de son portefeuille à l'agriculture et offre des produits adaptés aux activités en milieu rural. Son produit phare est le prêt de campagne, qui proposé à des groupements de femmes leur permet d'accéder aux fonds nécessaires au lancement de leurs activités et qu'elles ne remboursent que lorsqu'elles perçoivent le produit de leur vente. Ce portefeuille représente plus de 2 millions d'euros et environ 40% du portefeuille total de l'institution. Soro propose également des prêts aux coopératives agricoles pour l'achat d'intrants (semences et engrais) qui seront distribués aux membres et pour l'achat de la production aux producteurs en vue de la commercialiser par la suite. Soro Yiriwaso a appuyé environ une quinzaine de structures pour un montant total de crédits octroyés d'environ 655 000 Euros.

Cette IMF constitue un bel exemple d'une microfinance au service des petits producteurs.

ASSISTANCE TECHNIQUE : MONTANTS ENGAGÉS AU 31/12/2015



Système d'information 14%
 RH et organisation 3%
 Appui spécifique aux OP 23%
 Finance et management 26%
 gouvernance et stratégie 6%
 Marchés et produits 10%
 Management du risque 15%
 Performance sociale 3%

L'ÉQUIPE

La SIDI a vu une page de son histoire se tourner suite au départ à la retraite de Christian SCHMITZ, son Directeur pendant plus de 20 ans. Dominique LESAFFRE, jusqu'alors Chargé de Partenariats de la SIDI dans une dizaine de pays d'Afrique, d'Amérique Latine et du Proche Orient, a pris ses fonctions en décembre. Economiste de formation, il travaille depuis 30 ans sur le terrain, dans le domaine de la finance sociale en milieu rural.

L'équipe permanente de la SIDI s'est par ailleurs agrandie avec le recrutement de cinq nouveaux collaborateurs – Axel DETAMMAECKER, Esther KPODEKON, Justine MAYTRAUD, Jeanne METAYER et Morgane NZELEMONA – qui ont permis de renforcer les effectifs opérationnels et le pôle communication de la SIDI.

Direction



Dominique LESAFFRE

Chargé-e-s de Partenariats



Catherine
BELLIN-SCHULZ



Alexandre
BRAJOU



Jean-Marie
CAVARROC



Frédéric
FOULON



Camille
FRAZZETTA



Quentin
LECUYER



Jeanne
METAYER



Dominique
MARCON



Estelle
MARCOUX



Justine
MAYTRAUD



Julie
TORRES-SZANTYR

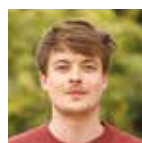


Emmanuel
VUILLOD

Fonctions support



Laurent
CHEREAU
Responsable
communication



Axel
DETAMMAECKER
Assistant aux
opérations



Stéphane
DURVILLE
Chargé de
portefeuille



Morgane
NZELEMONA
Chargée de
communication



Malika
OUARAB
Comptable



Dominique
PASSARIELLO
Assistante aux
opérations



Christine
RICHEROL
Assistante de
Direction



Esther
KPODEKON
Doctorante

Coordination du Fonds FEFISOL



Anne-Sophie
BOUGOUIN
Fund Manager



Silvia
CORNACCHIA
Portfolio Manager



Iness
NOUIRA
Responsable
Administrative



Camille
FRAZZETTA
Responsable
assistance technique

INSTANCES AU 31 DÉCEMBRE 2015

La SIDI est une Société en Commandite par Actions : parmi ses actionnaires, plusieurs commandités ont été désignés et se sont vus confier des pouvoirs étendus qui leur permettent de veiller à la préservation de sa mission sociale. Le commandité désigné par l'Assemblée Générale des actionnaires de la SIDI est la société SIDI Gestion présidée par Martial LESAY.

La gouvernance de la SIDI repose sur trois instances centrales :

Le comité de gérance

Chargé d'entériner les propositions d'engagements préparées par l'équipe SIDI

- Dominique LESAFFRE, Président du Comité de Gérance
- Geneviève GUENARD, Gérante
- Jean-Baptiste COUSIN, Gérant

Le conseil de surveillance

Composé d'actionnaires non commandités, chargés de surveiller l'activité de la gérance de la société. Se réunissant au moins une fois par an, ce conseil remet un rapport annuel sur la gestion aux actionnaires en vue de l'Assemblée Générale.

- Jacques DEMONSANT, Président
- Caisse des Dépôts et Consignations : Mohamed ALI MZALI
- Congrégation des Filles de Jésus : Sœur Marie-Yvonne FONTAINE
- Congrégation des Filles du Saint-Esprit : Sœur Françoise BEAUMONT
- Congrégation des Sœurs de Sainte Clotilde : Sylvie ROUSSET
- Crédit Coopératif : Laurence MORET
- Paul DERAM, Vice-Président
- Épargne Solidarité Développement : Jean-Yves CARADEC
- François LEGAC
- Marc RAFFINOT
- Hocine TANDJAOUI
- Christian WEEGER

Le comité de concertation et d'orientation

Ce comité prévu par les statuts veille au respect de la charte éthique de la SIDI et s'associe à l'élaboration du plan stratégique.

- Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire : Guy AURENCHE et Pierre-Yves CROCHET-DA-MAIS
- Congrégation des filles de Jésus de Kermaria : Sœur Marie-Yvonne FONTAINE
- Congrégation des Filles du Saint-Esprit : Sœur Françoise BEAUMONT
- Congrégation des Sœurs Auxiliatrices : Sœur Elisabeth OBERSON
- Congrégation de la Xavière : Sœur Christiane VAVINCO
- Épargne Solidarité Développement : Jacques DEMONSANT et Philippe LOIRET
- SIDI-Gestion SAS : Martial LESAY

BÉNÉVOLES SIDI

Pour le développement de ses activités, la SIDI peut compter sur le soutien de plus d'une centaine de bénévoles engagés en faveur de la Finance Solidaire.

Les consultants

Ces anciens professionnels de la finance, de l'agriculture et de la coopération viennent en appui à l'équipe opérationnelle de la SIDI, en la soutenant dans sa mission de suivi et d'accompagnement des partenaires. Ils permettent à la SIDI de considérablement renforcer ses capacités d'accompagnement : en 2015 ce sont 659 jours d'appui, soit environ un quart du temps d'accompagnement de la SIDI à ses partenaires, qui ont été effectués par 27 consultants bénévoles.

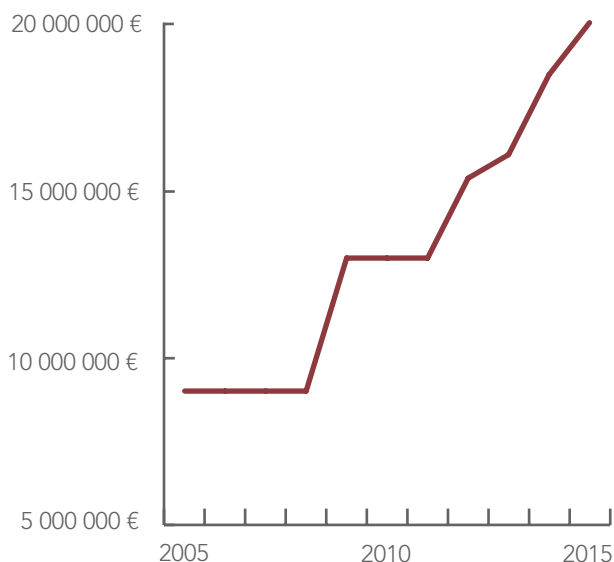
Les membres du réseau thématique Finance Solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire et la SIDI coaniment un dynamique réseau de bénévoles. Ce réseau qui regroupe des personnes intéressées par la Finance Solidaire, a pour objectif de renforcer la réflexion autour de ces pratiques et de les faire connaître au grand public par l'organisation d'événements de sensibilisation sur tout le territoire. Au nombre de 80, ces bénévoles ont notamment contribué à la tenue de plus de 30 manifestations grand public en 2015

LES RESSOURCES

Le capital de la SIDI passe la barre des 20 Millions d'euros !

EVOLUTION DU CAPITAL DE LA SIDI



Le capital de la SIDI a considérablement augmenté ces dix dernières années grâce au soutien renouvelé de ses actionnaires, individuels et institutionnels. Fin décembre 2015, ce capital s'élevait à 20 078 440 euros, apportés par 1828 actionnaires.

Il s'agit d'un cap important pour la SIDI qui n'a cessé depuis ses débuts de solliciter, et de bénéficier de la mobilisation d'une multitude de citoyens résolument engagés pour la construction d'une chaîne de solidarité financière qui les unit aux exclus du système bancaire pour la construction d'une économie plus juste. Chacun contribuant à sa mesure, ces actionnaires individuels représentent 94% des actionnaires de la SIDI et 40% de son capital. Par leur nombre et leur engagement durable, ils sont les garants de sa stabilité financière.

La SIDI a aussi grandi grâce aux apports d'actionnaires institutionnels qui lui ont confié des moyens financiers significatifs et l'accompagnent dans la définition de sa mission sociale.

Grâce au soutien de ses actionnaires individuels et institutionnels, la SIDI est capable d'apporter un soutien financier croissant à ses partenaires, acteurs de développement économique dans les pays du Sud et de l'Est.

NOMBRE D' ACTIONS DÉTENUES PAR CATÉGORIES D' ACTIONNAIRES



Particuliers	40%
Congrégations et institutions religieuses	10%
ONG	2%
Entreprises	1%
Fonds et banques	14%
Commandite	26%
Acteurs publics	6%

FINANCER L'ACCOMPAGNEMENT

Depuis sa création, la SIDI a toujours pu bénéficier du soutien d'épargnants solidaires ayant fait le choix du Fonds Commun de Placement « Faim et Développement », un produit d'épargne de partage créé par le Crédit Coopératif et le CCFD – Terre Solidaire. Les revenus partagés de ce produit d'épargne contribuent en effet à financer une partie des coûts de la mission d'accompagnement de la SIDI. En 2015, les revenus partagés de ce fonds ont permis au CCFD de financer à hauteur de 1,1 millions d'euros cette mission.

Afin d'augmenter ses capacités d'accompagnement technique, la SIDI a travaillé tout au long de l'année 2015 à la mise en place d'un fonds de dotation, qui lui permettra à terme de mobiliser de nouvelles ressources pour le financement de sa mission d'accompagnement. L'année 2016 devrait voir l'enregistrement et le lancement de ce nouvel instrument.

LES EMPLOIS

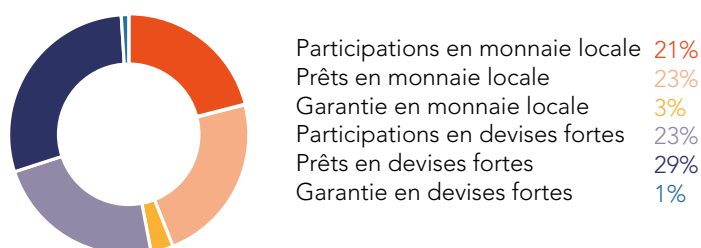
Un portefeuille vivant

Au 31 décembre 2015, le portefeuille de la SIDI s'élève à 19,4 millions d'euros, en hausse de 12% sur un an.

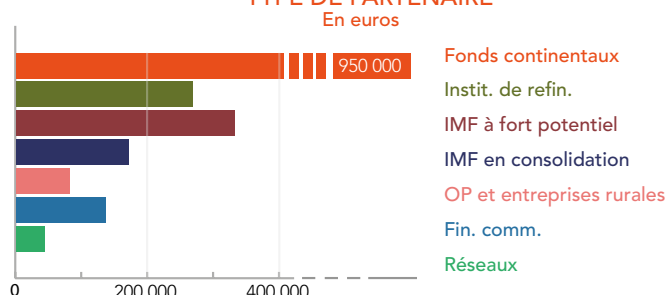
L'année a été caractérisée par de nombreux mouvements, avec 7,4 millions d'investissements concernant 31 partenaires, dont sept relèvent d'une nouvelle relation financière. Les flux de désinvestissement ont quant à eux concerné 24 partenaires pour un total de 5,4 millions d'euros, parmi lesquels 14 n'ont pas de relation financière avec la SIDI au 31/12/2015.

L'investissement moyen par partenaire s'élève à 262 000 €.

REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR TYPE D'INVESTISSEMENT



INVESTISSEMENT MOYEN PAR TYPE DE PARTENAIRE



Un portefeuille diversifié

Outre le traitement de ses priorités stratégiques par domaine d'intervention, la SIDI s'est fixée comme objectif d'être capable d'assumer le risque élevé inhérent à sa mission d'investisseur, sans toutefois faire peser sur son activité de déséquilibres trop importants, à même de mettre en péril sa mission à long terme.

La SIDI assure donc activement un pilotage de son portefeuille qui répond d'abord à sa mission, mais qui respecte également plusieurs principes de diversification des risques. Ainsi, en fin d'année :

- seuls cinq pays d'engagement dépassent les 900 000 € d'encours,
- mis à part l'euro et le dollar, mais aussi le franc CFA dont la parité avec l'euro fait l'objet d'un suivi attentif, aucune monnaie locale ne dépasse les 8% du portefeuille de la SIDI,
- hors fonds de refinancement, aucune institution ne représente plus de 5,4% du portefeuille ;
- Enfin, l'investissement moyen par partenaire respecte le niveau de risque propre à chaque catégorie de partenaire, comme le détaille l'histogramme ci-contre.

Des ressources humaines dédiées aux partenariats

En termes de volume d'appui aux partenaires, la SIDI a consacré 2560 jours de travail à son travail d'accompagnement, dont 56% relevant spécifiquement de sa mission d'investisseur solidaire, pour appuyer les partenaires dans la recherche d'appuis externes, l'accompagnement personnalisé et la gestion des crises, la gouvernance et l'assistance technique.

REPARTITION DE L'ACCOMPAGNEMENT PAR THEMATIQUE



BILAN AU 31/12/2015

En milliers d'euros

ACTIF	EXERCICE au 31/12/2015	EXERCICE 2014	PASSIF	EXERCICE au 31/12/2015	EXERCICE 2014
ACTIF IMMOBILISE					
			CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Logiciels	-	1	Capital	20 078	18 515
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			Réserves		
Installations, agencements	42	29	Réserve légale	1 852	1 610
Matériel de bureau et informatique	11	14	Autres réserves	1 463	1 425
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			Résultat de l'exercice	1 051	282
Participations	8 203	7 827			
Prêts	9 376	7 957			
Autres immobilisations financières					
dont SEFEA : 50 000 €	155	55			
Intérêts courus sur prêts	36	18			
TOTAL (I)	17 824	15 900	TOTAL (I)	24 445	21 833
ACTIF CIRCULANT			PROVISIONS		
			Provisions pour litiges	48	217
			Provisions pour risques		5
			Autres provisions	123	167
CREANCES			TOTAL (II)	171	389
Clients	100	110			
			DETTES		
Autres : subventions, Etat	407	750	Actionnaires - CCA	12	21
			Actionnaire - SIDI GESTION	10	10
Débiteurs divers	505	141	CCFD - Fonds d'Investissement Rural ¹	1 000	1 000
dont avances sur portefeuille : 479 095 €			FID - Fonds de garantie ²	2 282	2 409
			CCA - Personnes morales	874	874
			CCA - Personnes physiques	335	335
			Emprunts	2 414	2 640
			Ligne de crédit	303	-
			Sous-total Dettes à long terme	7 228	7 288
TRÉSORERIE			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75	58
Valeurs mobilières de placement	12 156	12 618	Dettes fiscales et sociales	638	484
Disponibilités	2 448	1 872	Autres dettes	41	147
Caisse	12	8	Sous-total Dettes courantes	754	688
COMPTES DE REGULARISATION			COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	21	23	Produits constatés d'avance	875	1 228
Ecart de conversion Actif		5			
TOTAL (II)	15 649	15 527	TOTAL (III)	8 857	9 205
TOTAL GENERAL (I à II)	33 473	31 427	TOTAL GENERAL (I à III)	33 473	31 427

La trésorerie de la SIDI se compose notamment :

- du FID (2,4 M€)
- du produit des cessions récentes (820 K€)
- du capital levé non encore investi (1M€ sur les 6 derniers mois de 2015)
- du dépôt à terme pour le partenaire Financoop au Chili (728 K€)
- de l'enveloppe de garantie BNP (700 K€ pour le financement de garanties)
- du fonds d'assistance technique de FEFISOL (524 K €)
- des comptes courants en France et à l'étranger, euros, dollars, monnaies locales (1,9M)

Le reste est placé sur des produits d'épargne sans risque, et permet une souplesse et une rapidité d'intervention de la SIDI dans ses investissements en faisant face aux délais entre les flux d'entrée (5,4 M€ en 2015) et de sortie (7,4 M€ en 2015)

> 1 - Prêt dédié au financement d'initiatives de «transition écologique et sociale»

> 2 - «Fonds d'incitation au Développement»: réserve abondée par le CCFD-Terre Solidaire et une Congrégation, pour couvrir notamment les impayés à haut risque

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2015

En milliers d'euros

	2015	2014	
Produits d'exploitation			
Prestations C.C.F.D.	1 125	1 146	> Contribution du CCFD-Terre Solidaire (dont revenus du FCP «faim et développement») pour financer les activités d'accompagnement
Cofinancements	43	33	
Cof. - assistance technique FEFISOL	338	117	> Montants engagés en 2015 pour l'appui aux partenaires réalisé par FEFISOL
Prestations - FEFISOL	205	182	> Mandat de gestion du fonds FEFISOL assumé par la SIDI
Autres prestations	0	1	
Sous total : Chiffre d'affaires	1 711		
Autres produits du portefeuille	59	41	
Autres produits	51	11	
Reprise prov. & transfert de charges	138	76	
Total des produits	1 959	1 606	
Charges d'exploitation			
Charges d'exploitation courante	734	659	
Frais de personnel	1 756	1 624	
Dotations aux amortissements	12	17	
Dotations pour charges	10	29	
Subventions accordées	42	20	
Prestations de service - FEFISOL	338	117	> Correspond aux cofinancements FEFISOL constatés en produits
Autres charges	61	35	
Total des charges	2 953	2 499	> Dont 1821 K€ de charges d'accompagnement
Résultat d'exploitation	- 994	- 893	
Produits financiers			
Revenus du portefeuille (prêts et participations)	1 039	861	> En progression régulière depuis plusieurs années, grâce à la hausse du capital qui rend possible la croissance du portefeuille.
Revenus de placement	108	51	
Revenus du F.I.D.	57	156	
Gains de change	663	352	> Gains sur la variation de parité €/\$. La SIDI est attentive aux fluctuations inverses en 2016.
Reprise de provisions	39	46	
Autres produits	4	2	
Total des produits	1 910	1 469	
Charges financières			
Dotations pour risques financiers - Ecart	-	5	
Dotations pour risques financiers	74	-	
Dotations pour risques financiers, participation	441	-	> Provisions pour risque lié à l'évolution du modèle économique de 2 partenaires
Sous-total Dot. Prov. R&C financières	515	5	
Intérêts sur emprunts	46	44	
Intérêts sur compte courant	5	-	
Pertes sur prêt	30	-	
Pertes sur participation	24	-	
Cessions actions - Valeur Mobilière Placement	26	13	
Pertes de change	39	59	
Autres charges»	-	2	
Total des charges	684	124	
Résultat financier	1 225	1 345	
Produits exceptionnels	1 561	-	> Essentiellement produit de la cession des participations dans INDES au Chili, Akiba en Tanzanie, SIPEM à Madagascar (cession partielle)
Charges exceptionnelles	741	169	
Résultat exceptionnel	820	-169	
Impôts sur le résultat	-	-	
Résultat net	1 051	282	

La S.A. SOFIDEEC BAKER TILLY, commissaire aux comptes, membre de la CRCC de Paris, représentée par le commissaire aux comptes Jean-Yves MACE, a certifié sans réserve les comptes annuels de la SIDI, clos au 31 décembre 2015.



SIDI

12 rue Guy de la Brosse - 75005 Paris - FRANCE
Tél : +33 (0) 1 40 46 70 00

sidi.fr

Suivez-nous sur :

